

Paris, le 25 novembre 1948.

Rapport Politique N° 17  
Strictement confidentiel

Monsieur le Conseiller fédéral,

Au cours d'une conversation avec un des proches collaborateurs du Général de Gaulle, celui-ci vint à parler de la réaction que les propos du Caudillo sur notre neutralité avaient provoquée en Suisse. "L'on a trop accusé le coup", disait-il, "il fallait laisser passer, commenter très légèrement, avec ironie, en minimisant." Puis il ajouta: "En fait, cette neutralité ne vaut plus chère, l'on en a trop parlé, on la met à toutes les sauces, elle était conditionnée par un équilibre européen, en somme par l'équation France-Allemagne. Les problèmes ont changé de proportion et, entre l'Amérique et la Russie, la Suisse ne peut prétendre à conserver la position qu'elle avait à l'époque des traités de Westphalie et de Vienne. L'action "charitative", ajouta-t-il, "n'est plus un argument non plus, elle ne pourra pas s'exercer dans les conditions actuelles, un travail, par exemple, derrière le rideau de fer pour des prisonniers de guerre est chose entièrement exclue, déjà au cours de la guerre 1939-45 c'était un tour de force d'avoir pu continuer chez les totalitaires à exercer des fonctions d'une nature éminemment libérale. Non", conclut mon interlocuteur, "un esprit réaliste ne peut plus croire en la possibilité de maintenir cette fiction, car il s'agit d'une fiction. Etiez-vous neutres?", me questionna-t-il, "l'étiez-vous pendant la dernière guerre? pas possible de le prétendre sérieusement, dès que la victoire alliée était certaine, dès que l'on exerçait de la pression sur vous,

Monsieur le Conseiller fédéral Max PETITPIERRE

Chef du Département Politique

B E R N E



- 2 -

vosre partialité, au contraire, était grande, nous y avons été sensibles, mais en l'approuvant avec satisfaction, nous l'avons aussi constaté: la neutralité ne résiste pas à une Victoire, ni à une pression économique."

Au cours de l'entretien les arguments et les faits que j'opposais et que nous discussions nous amenèrent à parler du dernier interview du Général de Gaulle. "Tout ce qu'il dit maintenant", déclara son représentant, "est formulé uniquement dans un but tactique de lutte contre le gouvernement, il faut rendre ce gouvernement responsable de tout ce qui apparaît au public français comme une défaite sur le plan international, ainsi l'affaire de la Ruhr touche considérablement les imaginations, cette vieille peur de l'Allemagne agit encore chaque fois que l'on l'invoque, mais" - me glissa-t-il à l'oreille - "je peux vous assurer que le Général, en ce qui concerne l'Europe centrale, a une toute autre politique en réserve que celle qu'il semble défendre maintenant: une politique active, constructive; d'ailleurs, il sait parler aux Allemands, il l'a prouvé à Fribourg, les Allemands sont tous Gaullistes et tout prêts à vouer un culte au Général comme ils ont inauguré jadis et maintenu pendant un siècle le culte de ce Napoléon qui, cependant, ne les avait pas mal secoués - mais ils aiment cela."

Ces propos et d'autres, dans toute leur fraîcheur cavalière, n'apparaîtraient pas comme très intéressants si une prise de pouvoir du Général, qui est toujours possible et escomptée pour le printemps, ne nous réservait pas, dans le domaine du jugement sur notre existence nationale et nos problèmes, beaucoup de simplifications futures, péremptoires et parfois même brutales. Nous avons passé à travers des difficultés analogues entre 33 et 45,



- 3 -

mais il s'agissait de l'Allemagne, de ses inconséquences et de cet attachement presque admiratif que le peuple allemand avait pour nos réalisations dans le domaine culturel et nos résultats sur le plan de la politique intérieure. En France il existe depuis cette dernière guerre une affection réelle pour notre pays dans des couches populaires très larges. L'autre jour, à Caen, lorsque le Ministre de l'Education Nationale, Monsieur Delbos, prononça le nom de la Suisse, en nous souhaitant la bienvenue, les applaudissements étaient si nourris et si spontanés et différaient à tel point des réactions qu'avaient provoqué la mention de l'Angleterre ou de la Belgique que, le soir, au banquet, Lord Simon put me dire: "je n'ai jamais assisté à une réaction pareille, cela a dû vous toucher, la Suisse n'était pas aussi connue après la guerre de 1914." Il avait raison, mais il ne faut pas se leurrer sur la réelle valeur de sentiments pareils, ils sont nés d'une somme de reconnaissances individuelles qui, avec les individus, disparaîtront. Les communistes français nous ont en horreur et les nationalistes à outrance ne nous aiment guère mieux; il existe à notre égard un sentiment de jalousie, nos bienfaits, par la découverte successive de Suisses profiteurs de guerre et d'après-guerre, commencent à se ternir, à devenir parfois même un peu louches, comme dans la fameuse affaire des colis. Il est fâcheux aussi que nous n'ayons pas pu trouver d'autre plan de coopération avec la France que le plan économique, où nous sommes toujours demandeurs, négociateurs capables certes, mais souvent entêtés, très près de nos intérêts matériels.

Si un Maurice Schuman se penche consciencieusement sur le problème de notre neutralité en étudiant, le soir, après ses lourdes journées, toute une documentation,

- 4 -

pareille honnêteté ne se trouvera pas chez ses successeurs, ils vont s'approprier quelques slogans américains et, en fin de compte, le mot "neutralité" irrite. Il faudrait, je pense, en user parcimonieusement, tout en lui conservant son sens profond et en l'appliquant dans le silence.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.